

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1185 du 11 février 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



## SOMMAIRE DU N°1185

**EDITORIAL :** La réussite américaine pp. 1-2

**CONJONCTURE :** Investissements étrangers : «c'est la chute finale» pp. 3-4

**ACTUALITES :** Pas de bénévolat dans le système capitaliste p. 4 - Le triple non des Suisses p. 5 - Olympiades : à quoi joue-t-on ? p. 5

**COURRIER DES LECTEURS :** p. 6

**L'AGENDA LIBERAL :** p. 7

**LU POUR VOUS :** livres, articles et sites p. 8

## La réussite américaine

Je crois de mon devoir de réagir au titre du Figaro d'hier matin : « la réussite américaine ». L'éditorialiste du grand quotidien se permettait même de souhaiter que François Hollande prenne le « tournant américain » comme il a si bien su prendre le virage social-démocrate. Je veux rétablir la vérité et m'ériger en Montebourg intellectuel : c'est la réussite française qu'il faut mettre en avant aujourd'hui, c'est le peuple et les dirigeants américains qui ont à prendre exemple sur la réussite française. Cela saute aux yeux quand on fait la comparaison entre la société française et la société américaine.

La réussite française, c'est d'abord celle d'avoir forgé une République une, laïque et indivisible. Chez nous, il

n'y a pas le désordre de cinquante Etats dont chacun se prévaut encore d'une large autonomie. Chez nous les impôts sont les mêmes de Dunkerque à Tamanrasset (pardon : Port Vendre), le code Napoléon ne souffre pas de digression géographique, les pouvoirs qui se croient « locaux » sont sous la férule étroite de Paris. Par comparaison, les Américains ont des lois qui changent à la frontière de chaque Etat, au point que la peine de mort est encore en vigueur dans plusieurs Etats, que l'avortement est prohibé ici ou là. Il y a des Etats où il n'y a pas de code d'urbanisme (Houston a été bâtie sans autorisation administrative). La fiscalité diffère aussi et certains Etats, comme la Floride, attirent outrageusement les riches retraités en ignorant l'impôt sur le revenu. >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## **La réussite américaine (suite)**

La réussite française, c'est non seulement la République unie mais la République laïque. Chez nous toute référence à la religion, et principalement à la religion chrétienne, est interdite ; s'il existe encore des écoles catholiques elles sont sous surveillance et sous dépendance étroites de l'Education Nationale. Le peuple Américain demeure avec celui de l'Inde l'un des plus religieux au monde. N'est-il pas scandaleux de voir inscrit sur le dollar, symbole du matérialisme et du règne de l'argent, « En Dieu nous croyons » ? Et que signifient ces sectes, ces prédicateurs médiatisés, ces hystéries collectives ? Quant à l'école, les Américains tolèrent encore qu'elle soit l'objet d'un choix de la part des parents, qu'elle soit créée et gérées par n'importe qui, sans garantie ni diplôme d'Etat : la France, elle, connaît une pleine réussite avec le baccalauréat.

Le secret de la réussite française, c'est sans doute ce que relevait Tocqueville au début du XIXème siècle : en France c'est le pouvoir central qui s'occupe de tout, alors que les Américains ne s'occupent que d'eux-mêmes. Aux Etats Unis, l'Etat fédéral est subsidiaire, en France l'Etat féodal est totalitaire. Si l'on actualise le message de Tocqueville, la réussite française c'est l'Etat Providence et le système de solidarité qu'il a instauré : alors que les immigrés en Amérique savent que le « rêve américain » consiste à se prendre en charge, à travailler dur, à donner un toit et une éducation à sa famille, le rêve français consiste à connaître ses droits sociaux, à recevoir allocations et privilèges sans bourse délier. Quel est le plus beau, le plus social de ces deux rêves ? Illustration dramatique de la pensée réactionnaire des dirigeants américains cette fameuse phrase de Kennedy « Ne demandez pas ce que les Etats Unis peuvent faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour les Etats Unis ! ».

Archaïsme d'une société qui croit encore aux devoirs, au mérite, et qui respecte la propriété et la vie au même titre que la liberté. La réussite française, c'est d'avoir su aller plus loin. Sans doute d'ailleurs l'un des tout derniers pas dans la voie de la réussite a-t-il été franchi avec les lois sociétales de Mesdames Taubira, Filippetti, Vallaud Belkacem, Duflot et autres femmes libérées (et ce n'est pas si facile !).

**« Le rêve français :  
connaître ses droits  
sociaux »**

Que dire enfin de la réussite française dans le domaine de la politique économique ? Avec nos 10,5 % de chômeurs (et en hausse), nous battons largement les Américains (6,6 % et en baisse), en dépit de tous les efforts d'Obama pour enrayer la reprise aux Etats Unis ; mais son « stimulus » aura été trop timide par rapport à nos déficits budgétaires inventés dès 1974, à notre traitement social du chômage introduit par Mauroy dès 1981, à nos 35 heures inventées par Aubry et Jospin. Ne l'oublions pas non plus : la réussite française, c'est aussi notre Sécurité Sociale, à tel point qu'Obama, copiant notre système d'assurance maladie, a entendu obliger les Américains à souscrire à un système public fédéral, pour les libérer des griffes des compagnies d'assurance. Mais les réactionnaires républicains essaient de saboter cette conquête sociale.

Il faut aussi admettre qu'au pays de Milton Friedman il est surprenant de voir le gouvernement américain vivre d'expédients monétaires, et le Trésor financé par des émissions inconsidérées de dollars. Tout aussi lamentable la tradition de protectionnisme qui a été activée par Obama avec l'addition du « Job américain Act » au célèbre « Buy American Act ». Mais ne doit-on pas y voir un effort pour se hisser à la hauteur du « made in France », qui assure aujourd'hui notre réussite ?

**« Hollande aidera  
Obama à remettre les  
Etats Unis à l'heure de  
Roosevelt »**

Tout bien réfléchi, je soupçonne l'invitation lancée par Obama à notre Président d'avoir été inspirée principalement par l'espionnage industriel. A la Maison Blanche, on voudrait bien savoir quels sont les secrets ressorts de la réussite française. L'Amérique voudrait retrouver la pureté idéologique du socialisme de Roosevelt. Puisse notre Président être un ambassadeur convaincant, afin d'aider les Américains à retrouver le chemin de la réussite.

God bless America !

**Jacques Garello**

## **INVESTISSEMENTS ETRANGERS : « C'EST LA CHUTE FINALE »**

Voilà un résultat qui aurait dû faire la une de tous les médias. Mais le sujet n'est pas aussi vendeur que les rubriques people. Il n'en est pas moins important : selon les chiffres officiels de la CNUCED, les investissements étrangers directs en France ont chuté de 77% en 2013. Or les investissements étrangers sont l'occasion de créer de l'activité et des emplois. Mais la CNUCED précise qu'il y a à cela une raison : les investisseurs préfèrent les pays à fiscalité plus accueillante. Vraiment ? Quelle surprise !

### **Une chute de 77%**

La CNUCED, Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, est un organisme qui regroupe 194 Etats membres et qui, comme tous les organismes des Nations Unies, n'est pas réputée pour son ultra-libéralisme. Mais la CNUCED sait compter. Elle vient de présenter le rapport annuel sur les investissements étrangers dans tous les pays du monde. Il s'agit des investissements directs étrangers (IDE dits « entrants »), grâce auxquels un organisme étranger va investir dans un autre pays, en détenant au moins 10% du capital d'une entreprise. Il s'agit de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger. Et qui dit investissements dit développement, création de production, de revenus et d'emplois. C'est dire leur grand intérêt, surtout dans la crise actuelle.

Pour notre pays, que dit le dernier rapport de la CNUCED ? Que les investissements directs étrangers en France ont été en 2013 de 5,7 milliards de dollars. En un an, la chute est de 77% : un record. Les investissements étrangers boudent donc la France. On dira que c'est dû à « la crise ». Mais le rapport de la CNUCED précise que ces IDE ont atteint globalement 1461 milliards de dollars, en hausse de 12% au niveau mondial. Autrement dit, dans ce domaine, la crise est derrière nous et le rapport précise que ces IDE « ont enfin retrouvé leur niveau d'avant-crise ». Mais en France, c'est loin d'être le cas. Certains Français craignent les délocalisations et les investissements français à l'étranger ; ils devraient d'abord se demander pourquoi les investisseurs étrangers boudent notre pays.

### **Une hausse de 37,7% en Europe**

Quelques chiffres montrent que la France est dans une situation différente de celle des autres pays. Il y a le cas des Etats-Unis, destination vedette avec 159 milliards d'IDE qui sont allés s'investir dans ce pays. La Chine n'est pas loin, elle a reçu 127 milliards et la Russie 92. Les IDE à destination des pays développés ont augmenté en un an de 12% en moyenne, mais de 61% au Japon. Il y a bien quelques baisses, comme en Australie (- 28%), ou en Norvège (- 46%), mais nettement moins marquées qu'en France.

Mais peut-être l'Europe toute entière serait-elle touchée par cette désaffection ? Là encore, la CNUCED ne nous laisse aucun espoir. Les IDE à destination de l'Union Européenne ont augmenté en 2013 de 37,7%. Ils ont pratiquement quadruplé en Allemagne (+ 392% exactement), atteignant 32,7 milliards. L'Espagne n'est pas en reste, avec une hausse de 37%, avec 37,1 milliards. En Italie, alors que 2012 avait été catastrophique, ces investissements font le grand retour et passent de 100 millions de dollars à 9,9 milliards ! La hausse est spectaculaire également en Belgique, en Irlande aux Pays-Bas ou au Luxembourg (100 milliards de plus pour l'ensemble des quatre). Tout le monde en profite, les pays en bonne santé comme ceux qui commencent à sortir de la crise.

### **L'exception française**

La France est donc, encore une fois, une exception. Avec de tels résultats peut-on s'étonner que les créations d'usines soient en recul sensible et que les sites industriels ferment ? Il n'y a que les idéologues pour croire que le capital est l'ennemi de l'emploi, alors que pour créer des emplois, il faut des capitaux et des entrepreneurs. La France n'aime ni les uns, ni les autres. Et certains rêvent encore à « la lutte finale » entre travail et capital. Résultat : le capital fuit, les entrepreneurs aussi, et il nous reste le chômage.

Sur cette question un article du Monde, journal qui n'est pas réputé pour son amour du libéralisme, évoque le bras de fer qui a opposé notre ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, à Maurice Taylor, patron de Titan, au sujet du site de production de pneus Goodyear à Amiens. M. Taylor, qui n'a pas sa langue dans sa poche, avait ouvertement critiqué la façon dont étaient accueillis les investisseurs étrangers en France et avait souligné le rôle néfaste de certains syndicats, plus soucieux de grève que de productivité. >>

## Investissements étrangers : «c'est la chute finale» (suite)

Le Président de la République semble l'avoir compris, en déclarant devant le corps diplomatique : « Les investissements étrangers sont les bienvenus en France. Si vous connaissez des entreprises qui hésitent entre plusieurs pays, je vous fais confiance pour leur dire que c'est en France qu'il faut venir ». Perfidement, le Monde, après avoir cité cette phrase, conclue l'article : « Pas sûr qu'un tel appel de pied suffise... ». In cauda venenum !

### Une fiscalité accueillante ?

Mais la CNUCED appuie là où ça fait mal. Parlant des pays dans lesquels les investissements directs étrangers ont rapidement progressé, elle explique : « Des pays à la fiscalité accueillante, et offrant un environnement très favorable aux établissements et organismes financiers tels que les Fonds commun de créances ». Evidemment, il est difficile d'attirer les capitaux étrangers lorsqu'on affirme « mon ennemi, c'est la finance ». Certes la campagne électorale est loin et le discours a changé, mais la réalité reste pour l'instant la même qu'auparavant. Le Président lui-même vante les mérites du « Fonds Public d'Investissement », destiné à englober l'épargne française dans des projets sans lendemain.

En fait, comme dit la CNUCED, les investissements se font là où « l'environnement est propice ». Ce peut être dans les « paradis fiscaux », comme aux Caraïbes, avec une hausse des IDE de 37,8%, mais pas seulement. Les pays du Benelux ou l'Irlande progressent considérablement en termes d'accueil des investissements directs étrangers : leur fiscalité est bien plus accueillante que la nôtre. Ils ne s'empêchent pas de taxer certaines activités ou certains revenus mais dans des proportions moindres qu'en France. Ce ne sont pas des paradis fiscaux mais la France, elle, est un enfer fiscal.

La fiscalité n'est pas la seule composante d'un « environnement propice ». La réglementation, le droit du travail, les relations sociales, notamment avec les syndicats, le niveau d'éducation et de qualification du personnel, entrent en jeu. En France, on n'aime pas les entreprises, donc les entreprises n'aiment pas la France.

Peut-être tout va-t-il changer, le Président se met à aimer les entreprises et leurs charges vont être allégées (pas de trop, 10 milliards au mieux). Mais, même si le discours va dans la bonne direction, le poids de l'Etat et de ses contraintes demeure. Le taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés est le plus élevé d'Europe, à plus de 34%, pratiquement le triple de celui de l'Irlande (12,5%). Les autres charges restent, de même que le SMIC, parmi les plus élevées, et le Code du Travail est le plus épais du monde.

C'est tout cela qu'il faut changer pour restaurer la confiance des investisseurs étrangers. Pour l'instant ils n'entendent que la musique de « la lutte finale » et ils s'attendent à « la chute finale » de notre économie.

**Jean Yves Naudet**

## Pas de bénévolat dans le système capitaliste

*Les bénévoles du Puy du Fou et d'ailleurs doivent rejoindre le prolétariat*

**B**eaucoup de gens ont du mal à comprendre pourquoi Madame Aurélie Filippetti, Ministre de la Culture, travaille à un projet de loi destiné à rendre obligatoire un contrat de travail pour les bénévoles qui participent à ce que l'on appelle les « spectacles vivants ». Parmi les bénévoles les plus connus, il y a ceux qui jouent au Puy du Fou, au nombre de 3.400, mais ils sont au total près de 10.000 à animer, sans être payés, les bagadous bretons, les pastorales provençales, les bandas basques, etc.

Mais qui a demandé à salarier les bénévoles ? Les bénévoles eux-mêmes ? Pas du tout. Les organisateurs de spectacles ? Pas davantage. Voici la vraie réponse : Madame la ministre elle-même.

L'argumentation ministérielle est sans faille : les bénévoles seront protégés, mais aussi les organisateurs de spectacles « vivants ». Allégation repoussée par Nicolas de Villiers, fils du créateur du Puy du Fou : « *ce serait la fin de notre spectacle, pourtant créateur d'emplois et attractif pour des dizaines de milliers de touristes, et les bénévoles préféreraient partir plutôt que d'être salariés* ».

Il y a certainement une explication de fond. C'est que le bénévolat n'a pas sa place dans le schéma socialiste. Il n'y a que deux classes : les bourgeois et les prolétaires, les patrons et les salariés. Marx appelait cela « la loi de prolétarisation des classes intermédiaires » : paysans, artisans, professions indépen-

dantes doivent disparaître, broyés par la machine capitaliste qui les transforme soit en patrons soit en salariés. Comment un marxiste peut-il concevoir que des gens fassent preuve de dévouement, ou prennent plaisir à travailler sans être rémunérés ? Pourquoi des bénévoles ne seraient-ils pas salariés, syndiqués, tout comme les braves « intermittents » du spectacle, qui ont obtenu un statut sur mesure après avoir saboté une saison entière ? Bénévole : individu impossible à caser dans une logique de lutte des classes !

Au passage, se débarrasser de Villiers et de ses bénévoles est une bonne chose : leur culture égare les Français et séduit trop de familles et de jeunes. •



## Le triple non des Suisses

*Non à l'immigration, non à l'Europe, non à la Confédération*

Les Suisses veulent rester entre eux et ne pas ouvrir toutes grandes leurs frontières aux immigrés : c'est évidemment la lecture la plus évidente des résultats du referendum provoqué par l'UDC (Union Démocratique du Centre). Certains y voient une montée du «populisme» : la croix blanche deviendrait-elle la croix gammée ? En effet, les populistes de tous pays se sont félicités de l'établissement des quotas d'immigration. Mais le peuple helvète a fait de longue date la preuve de son sens de la liberté et de la démocratie et le choix de sa neutralité. Cela ne l'a jamais empêché d'accueillir l'étranger, mais nombreux sont ceux, et pas seulement en Suisse (en Angleterre par exemple), qui estiment qu'au-delà d'une masse critique l'immigration ne peut plus être gérée parce que l'intégration, compte tenu de ses coûts et de sa longueur, n'est plus possible.

Les coûts augmentent sérieusement quand l'Etat Providence se développe et offre la gratuité universelle. La longueur s'accroît quand les immigrés ne veulent ou ne peuvent pas accepter la culture nationale.

Mais il y a autre chose : beaucoup de Suisses acceptent de plus en plus mal l'ingérence de l'Union Européenne dans leurs propres affaires. Ils ne sont pas membres de l'Union, mais leurs accords avec Bruxelles leur valent une réglementation dans un nombre croissant de domaines. Ils n'ont pas adhéré à l'euro, mais la politique de la BCE fait que le Franc Suisse est devenu très fort, ce qui gêne certains secteurs d'activité. Les Suisses ont été également traumatisés par les attaques étrangères contre le secret bancaire. Leur vote est donc un refus du pouvoir politique européen.

Enfin, et non le moindre, les électeurs refusent les décrets de leur Confédération au même titre que ceux de l'Europe. C'est évidemment un point de vue inconnu dans un pays jacobin comme la France. Voilà plusieurs « votations », provoquées tantôt par les autorités de Berne, tantôt par les dirigeants politiques des divers cantons, tantôt par les électeurs (il suffit de 100.000 signatures), qui montrent l'hostilité des électeurs à la classe politique et au pouvoir confédéral : en matière fiscale, le «frein à l'endettement» vaut aujourd'hui à la Suisse d'avoir des excédents budgétaires et des impôts diminués, la construction de minarets n'a pas été autorisée, l'expulsion des étrangers condamnés a été obtenue. C'est évidemment ce que l'on appelle la « démocratie directe » : le « peuple législateur » passe avant le législateur élu par le peuple. •

## Olympiades : à quoi joue-t-on ?

*Jeux sportifs ou jeux politiques ?*

L'ambiguïté est totale en ce qui concerne la vraie nature des Jeux Olympiques. Dès l'origine, qui remonte à la création en 1894 du Comité International Olympique (CIO) par Pierre de Coubertin, les Olympiades ont été vues par les uns comme une occasion de changer les mentalités, de rapprocher les peuples et par les autres comme un moyen de préparer les jeunes citoyens à faire honneur à leur patrie, à montrer sa supériorité en étant plus forts, plus rapides, plus audacieux. Scouts boys ou Komsomols ?

En fait, la politique et le nationalisme ont pris le plus souvent le pas sur le sport et l'humanisme. Les premières Olympiades réellement politisées ont été celles de Berlin en 1936 : Hitler les transforme en propagande pour le nazisme. En 1952 à Helsinki,

l'URSS, qui a rejoint le CIO peu avant, fait des médailles de ses athlètes la marque de la victoire sur les Etats Unis capitalistes. 1972 à Munich marquera l'apparition du terrorisme dans les Jeux : 11 Israéliens pris en otages et assassinés par un commando palestinien. Les Américains et plusieurs autres délégations boycottent en 1980 les jeux de Moscou pour protester contre l'intervention soviétique en Afghanistan. Enfin, à Pékin en 2008 des manifestations s'organisent au nom des droits de l'homme malmenés par le régime chinois.

Vladimir Poutine est donc dans la grande tradition en faisant à Sochi pour quelques jours la démonstration de la puissance du Kremlin et de son maître. Poutine a les moyens (50 milliards d'euros), la Russie exporte gaz et

pétrole et tient sous son contrôle ou sous sa menace les pays voisins, comme la Georgie ou l'Ukraine. Il soutient la Syrie et se présente comme le défenseur des Chrétiens face à l'Islam.

Que reste-t-il pour le sport ? Qu'on le veuille ou non, les JO ont été au sport ce que la mondialisation a été à l'économie. Des gens de dizaines de pays (88 à Sochi) se rencontrent, dans un esprit de compétition et dans une harmonie apparente. Ils donnent aussi l'image d'une jeunesse enthousiaste, capable de dépassement, d'esprit d'équipe et des vocations généreuses s'éveillent. Il faut donc séparer le bon grain de l'ivraie, même si c'est difficile. Au lieu de servir la puissance des Etats, les Olympiades pourraient apporter compréhension entre peuples et espoir de paix. •

# Courrier des lecteurs

## **L'Angleterre veut-elle entrer ou sortir de l'Union Européenne ?**

*Une écriture trop rapide nous a conduits à laisser passer une grossière erreur dans la dernière lettre sur le sujet : « Hollande et Cameron en désaccord sur l'Europe ». Plusieurs lecteurs (dont Jean Yves Naudet lui-même, plus vigilant que le reste de la rédaction), ont relevé l'erreur et nous les en remercions, et nous présentons nos excuses à tous les autres auxquels elle n'aura pas échappé.*

*Oui, il est vrai, Hollande et Cameron ne sont pas d'accord. Oui, il est vrai, la Chambre des Lords a joué un mauvais tour à David Cameron à propos du référendum de 2015. Mais ce référendum n'a pas pour objet l'adhésion de la Grande Bretagne à l'Union puisqu'elle est déjà membre de l'Union ! Tout le raisonnement bâti autour de cette erreur n'a donc aucune valeur. En fait, les membres du Parlement conservateurs, hostiles à l'Europe, avaient obtenu que le gouvernement soumette à referendum la sortie de l'Union et non pas l'entrée ! Cameron avait donné son accord sous réserve que l'Union accepte de modifier certaines dispositions des traités européens en vigueur. Pas du tout, a dit la Chambre des Lords : le referendum doit être organisé de toutes façons. Les conservateurs anti-européens ne veulent pas dépendre du bon vouloir de l'Union.*

## **Le site [www.libres.org](http://www.libres.org) difficile d'accès ?**

*Dans notre nouvelle organisation électronique, le site [www.libres.org](http://www.libres.org) occupe une place de choix, car nous voulons en faire le portail de la pensée libérale et la voie de dialogue avec les lecteurs de la Nouvelle Lettre par le truchement de [info@libres.org](mailto:info@libres.org).*

*Malheureusement, pour des raisons techniques, certains parmi vous n'ont pas pu accéder au site comme ils avaient coutume de le faire, et ils nous ont signalé cette mésaventure qui les déçoit. Nous leur demandons toute l'indulgence et la patience voulues en attendant que l'erreur technique soit redressée. Dans l'immédiat, pour ceux qui veulent visiter le site, il y a plusieurs façons de procéder :*

*Vous pouvez suivre le lien [www.libres.org](http://www.libres.org) avec la touche ctrl et en cliquant. Si vous le voulez faites l'essai en cliquant ici (ligne juste en dessus).*

*Vous pouvez trouver le site à partir de yahoo, mais pas à partir de google.*

*Vous pouvez alerter le secrétariat de la Nouvelle Lettre au 04 42 90 85 17*

## **Les brebis sont rentrées au bercail**

*Le passage de la version papier à l'électronique nous a fait perdre une centaine d'abonnés, cinquante parce qu'ils ont préféré abandonner à leur grand regret, cinquante parce que nous n'avons pas récupéré les adresses mail, en dépit d'une relance par courrier postal.*

*C'est un bon résultat à nos yeux, et nous vous remercions sincèrement pour votre fidélité et votre soutien. Les beaux jours du libéralisme reviennent, nous allons tous nous retrouver dans l'euphorie. Parallèlement une cinquantaine de nouveaux abonnements nous parviennent déjà, grâce à vous et, là encore, nous comptons sur votre aide car il nous est facile de faire de la prospection à partir des adresses électroniques de personnes de votre connaissance. Les moyens les plus puissants sont ceux de la foi et de l'engagement. Vous n'en manquerez pas.*



Jeudi 20 février à 19 h 45

A la Maison du Bâtiment, 344 Bd Michelet Marseille



## Les Finances de l'Etat et la Cour des Comptes

Forum animé par Julien AUBERT

Le Lions Club Marseille Prospective, en partenariat avec l'ALEPS et Students for Liberty poursuit la série de ses forums sur le thème « La Finance dans tous ses états ». Après avoir débattu sur les finances locales (Pr. Gérard Bramoullé, décembre 2013), puis sur les finances sociales (Pr. Jacques Garelo, janvier 2014), c'est le thème des finances de l'Etat et du rôle de la Cour des Comptes qui sera abordé au cours de cette rencontre.

Le forum sera introduit par Julien AUBERT, député du Vaucluse, Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes. Les dérives budgétaires sont dénoncées régulièrement par la Cour des Comptes. Visiblement cela ne suffit pas à guider les gouvernements vers une baisse des dépenses publiques. Pourquoi ?

Nombre de places limitées. S'inscrire auprès de [jcmartinotti@free.fr](mailto:jcmartinotti@free.fr) ou [info@libres.org](mailto:info@libres.org).  
Participation aux frais : conférence 10€, cocktail 20€.

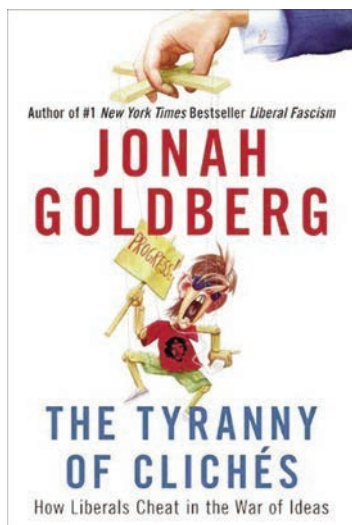


### 1 milliard d'euros de redressement pour Google : quels résultats l'Etat peut-il attendre en s'y prenant de la manière dont il le fait ?

Cette question était posée aujourd'hui même à Jean Philippe Delsol, administrateur de l'ALEPS et de l'IREF, par Atlantico, l'un des sites libéraux les plus visités en ce moment.

L'avocat fiscaliste a tout d'abord fait remarquer que la France exige de ses partenaires étrangers des taux de prélèvements et de charges sans commune mesure avec ceux que pratiquent les autres pays européens (Grande Bretagne 30 % de charges contre 80 % chez nous). « La France doit prendre en compte le fait qu'elle n'est pas une île isolée de tous mais un territoire en concurrence avec beaucoup d'autres. Il faut qu'elle permette à des entreprises françaises de se développer en France comme d'autres, telles que Google, se sont développées ailleurs ». Cette analyse rejoint les arguments de Jean Yves Naudet dans cette Lettre. Et Jean Philippe Delsol de conclure : « C'est l'approche de l'Etat français qui est erronée. Plutôt que de se confronter aux entreprises comme Google qui ont inventé de nouveaux modèles, l'Etat français ferait mieux de s'adapter à la mondialisation que les géants du Net précisément mettent en œuvre, en permettant à chaque point du globe d'être le voisin de l'autre et à tous de converser avec tous ».

*Atlantico.fr , mardi 11 février*



## La tyrannie des clichés Comment les gauchistes trichent dans le débat d'idées

Ouvrage de *Jonah Goldberg*

Cet ouvrage aurait dû être consulté par François Hollande avant sa visite aux Etats Unis – mais peut-être l'a-t-il fait ! Il permet en effet de saisir la pensée des gauchistes démocrates américains, dont le Président Obama est l'un des plus beaux représentants. Jonah Goldberg travaille à l'American Enterprise Institute, l'un des think tanks les plus huppés et les plus écoutés à Washington. Sa thèse est simple : dans le débat d'idées, les libéraux (liberals : gauchistes en anglais) ne cessent de tricher. Ce ne sont pas des gens de bonne foi, ni a fortiori des gens de science, mais des gens de propagande qui emploient n'importe quel argument, n'importe quel cliché, pour faire vivre et grandir l'Etat Providence.

L'intérêt de l'ouvrage est de faire la liste de ces clichés et de démontrer en quoi ils procèdent de la désinformation, voire même du mensonge éhonté. Fort heureusement, ce n'est pas comme cela que se comporte la gauche française !

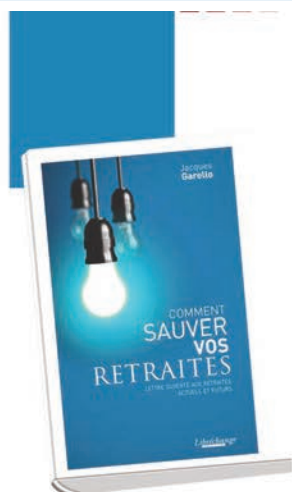
Comment légitimer l'interventionnisme étatique ? L'argument essentiel est celui des inégalités et de leur aggravation, dues au pouvoir des riches. Peu importent les vrais chiffres : l'idéologie remplace les réalités, elle permet de prendre pour cibles la classe moyenne et les entrepreneurs ... De même, au nom de la diversité et du multiculturalisme, on fait du "darwinisme" social : la discrimination produit l'exclusion des plus pauvres, des immigrés, des noirs, etc. La religion elle-même est caricaturée dans le discours politiquement correct, qui propose un genre de nouveau catéchisme qui sanctifie l'initiative du pouvoir.

Dans le domaine économique, c'est toujours au nom de la répartition des richesses et du partage des connaissances que les politiques de gauche veulent « encourager l'innovation ». Des dizaines de milliards de subventions publiques sont dépensées au nom de l'écologie, qui servent surtout à acheter des voix... Enfin, au nom du "jeunisme", on modèle toute la société en innovant et imposant des valeurs "plus modernes".

Hélas, comme tous les clichés, ceux-ci ont la vie dure. Ils dispensent le peuple de réfléchir, en proposant des formules chocs et d'énormes truismes. Mais il est du devoir des partisans de la liberté de dénoncer et la méthode et les mensonges. C'est ce que fait Goldberg avec une telle précision que l'on croirait parfois qu'il parle de la gauche française...

**Bogdan Calinescu**  
irefeurope.org

*Jonah Goldberg, The Tyranny of Clichés - How Liberals cheat in the War of Ideas, Sentinel, ed. Washington, Dec. 2013*



Le livre, 130 pages  
**12,00 € TTC**  
Frais de port en sus (3,60€/unité)

**Bon de commande**

Coupon à renvoyer à l'adresse suivante :  
SEFEL/ALEPS - 80026 - 13545 Aix en Provence Cedex 4  
04 42 90 85 27

**MES COORDONNÉES** (merci d'écrire en majuscules) :

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
EMAIL \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_

Quantité \_\_\_\_\_  
Prix unitaire \_\_\_\_\_  
Montant total \_\_\_\_\_  
Frais de port \_\_\_\_\_  
TOTAL \_\_\_\_\_  
Règlement par chèque uniquement\*

\*Toute commande non accompagnée de son règlement ne pourra être honorée.

Le livre pourra être récupéré dans les locaux de **PARADIGME** ou être envoyé à votre domicile (les frais de port sont en supplément)  
Sarl au capital de 30 400 euros - DRTEFP 93060551906 - Siret 411 450 919 00039 - RCS 1998 800444 - Naf 7022Z

**POUR TOUT RENSEIGNEMENTS : 06 64 88 97 77**

Comment sauver vos retraites

CHÈQUE À LIBELLER À L'ORDRE DE SEFEL  
Librechange 04 93 92 00 12 - 06 64 88 97 77 - Siret 411 450 919 00039